

N° de client

Déclaration Common Reporting Standard (CRS)

Identification des bénéficiaires effectifs, y compris les dirigeants, d'une société ou autre personne morale

Volet 1

Dans le cadre des obligations légales d'identification des "bénéficiaires effectifs" et CRS, ce formulaire a pour but de collecter de façon standardisée les informations requises et de permettre au client et à l'institution financière d'étayer qu'ils ont satisfait à leurs obligations légales en la matière.

I. Données d'identification de la personne morale et de ses représentants

Le(s)/La soussigné(e)(s):

Nom/prénom	Fonction
.....
.....

agissant en qualité de représentant(s) de (Dénomination de l'entité – client) :

..... Numéro d'entreprise BE.....

Siège social: Rue/N°/Boîte:

Code postal/Localité : Pays:

Confirme(nt) la qualification donnée aux personnes désignées ci-après en date du et s'engage(nt) irrévocablement à avvertir par écrit et sans délai la banque de toute modification à cette liste, ainsi qu'à fournir une copie du document d'identité de ces personnes.

Données relatives à l'entité, requises par le Common Reporting Standard

Le Common Reporting Standard (CRS) est un système d'échange automatique de données bancaires entre les pays participants, dont la Belgique. En tant qu'institution financière, Belfius Banque est légalement tenue de vérifier si une entité, ainsi que dans certains cas, ses bénéficiaires effectifs (actionnaires ≥25% ou dirigeants), ont leur domicile fiscal dans un pays CRS. Le cas échéant, il y a lieu de procéder à l'échange d'informations.

Statut de l'entité selon CRS (veuillez ne cocher qu'un seul statut)

Commentaire (a):

chaque entité doit déterminer un statut CRS. Lié à l'activité, celui-ci est requis aux fins d'établir un rapport correct. Ci-dessous, vous trouverez un récapitulatif de tous les statuts CRS possibles. En cas de doute quant au statut d'application pour votre entité, consultez votre conseiller fiscal. Pour en savoir plus sur ces statuts (et leurs conséquences), rendez-vous sur belfius.be/CRS.

☐ **Active Non-financial Entity**

Entité qui n'est pas un établissement financier et dont moins de 50 % du revenu brut provient de revenus financiers et moins de 50 % des avoirs consistent en immobilisations financières ou d'actifs circulants. La plupart des entreprises de commerce et de production relèvent de cette catégorie.

☐ **Passive Non-financial Entity**

Entité qui n'est pas un établissement financier et dont les revenus financiers représentent plus de 50 % du revenu brut ou dont plus de 50 % des avoirs consistent en immobilisations financières ou en actifs circulants.

☐ **Non-Profit Organization**

Entité qui est une ASBL ou son équivalent en droit étranger.

☐ **Financial Institution**

Entité qui accepte des dépôts, établissement de dépôt, entité d'investissement ou certaines compagnies d'assurance

☐ **Publicly Traded Corporation**

Toutes les entités cotées en Bourse et qui font partie d'un groupe coté.

☐ **Governmental Entity**

Toutes les instances publiques et les entités sur lesquelles s'exerce ce pouvoir.

☐ **International Organization**

Toutes les entreprises, agences et instances multinationales qui en font intégralement partie.

☐ **Central Bank**

La Banque Nationale de Belgique et toute banque centrale étrangère.

☐ **Liquidating Entity**

Entité qui, durant les cinq dernières années, n'a pas été un établissement financier et qui est occupée à liquider ses actifs et à se réorganiser aux fins de poursuivre ou de reprendre des opérations et des activités qui ne sont pas celles d'un établissement financier.

☐ **Treasury Center**

Entité qui fait office d'entité de trésorerie au sein d'un groupe non financier.

☐ **Holding Company**

Entité qui fait office de holding au sein d'un groupe non financier.

☐ **Managed Investment Entity (E)**

Entité d'investissement gérée par une institution financière établie dans un pays CRS.

☐ **Managed Investment Entity (P)**

Entité d'investissement gérée par une institution financière et qui N'est PAS établie dans un pays CRS.

Résidence fiscale

Commentaire (b):

En principe, une entité réside fiscalement dans le pays où elle est assujettie à l'impôt, soit parce que le siège social ou l'établissement principal est installé dans ce pays, soit parce que le siège de la direction effective y est établi, soit encore parce que l'entité a été créée dans le pays en question. Dans le cadre du CRS, le fait d'avoir un établissement stable ("branch") en dehors de la Belgique ne signifie pas que le domicile fiscal est établi dans le pays en question.

☐ La résidence fiscale est la même que le siège social,

☐ La résidence fiscale est différente du siège social, compléter le pays ci-dessous.

(Si la résidence n'est pas située dans le pays de l'adresse légale ou de l'adresse d'expédition, prière de joindre un document probant)

Pays :

Numéro d'identification fiscal (NIF - TIN):

Commentaire (c):

L'administration fiscale a recours à ce code unique pour identifier votre entité. En Belgique, il s'agit du numéro d'entreprise.

Déclaration raisonnable

Commentaire (d):

Vous n'êtes tenu de remplir cette déclaration que lorsque le pays du domicile fiscal de votre entité est différent du pays de son adresse légale ou du pays où votre entité reçoit le courrier de Belfius Banque.

Raison pour laquelle l'entité n'a pas son domicile fiscal dans le pays de l'adresse légale ou de l'adresse d'envoi :

.....
.....
.....
.....
.....

Volet 2

Identification du/des Bénéficiaire(s) effectif(s) de l'entité

Commentaire (e)

- I. Pour une société ou une autre forme de personne morale, les bénéficiaires effectifs sont les personnes physiques qui, directement ou indirectement, détiennent au moins 25 % des actions/avoirs ou droits de vote, ou contrôlent d'une autre manière.
- II. Si la détention ou le contrôle décrit(e) ci-dessus se trouve entre les mains de plusieurs autres sociétés, personnes morales ou constructions juridiques, éventuellement en cascade, veuillez noter le nom de la/des personne(s) physique(s) répondant à la définition de bénéficiaire effectif de ces autres sociétés, personnes morales ou constructions juridiques.
- III. Les bénéficiaires effectifs de sociétés cotées en Bourse dans un État de l'Espace Economique Européen ne doivent pas être identifiés ci-dessous.

Nom / Prénom	Adresse légale	Date de naissance	Lieu de naissance	Pays de naissance	Nationalité	Détient ≥25 % des actions/ parts ou droits de vote (biffer la mention inutile)	Domicile fiscal (pays)*	Numéro d'identification fiscal (NIF - TIN) *	Cadre dirigeant, fonction
						Oui / non			
						Oui / non			
						Oui / non			
						Oui / non			
						Oui / non			
						Oui / non			
						Oui / non			
						Oui / non			
						Oui / non			
						Oui / non			
						Oui / non			
						Oui / non			
						Oui / non			
						Oui / non			
						Oui / non			
						Oui / non			
						Oui / non			

(*) A compléter seulement par les "Passive Non-financial Entities"

Attention: Si dans la liste de(s) bénéficiaire(s) effectif(s), personne ne peut être identifié selon la définition du commentaire (e), alors le cadre dirigeant de l'entité (cfr tableau infra) doit être identifié comme bénéficiaire effectif. Veuillez alors indiquer la fonction dans la liste de(s) bénéficiaire(s) effectif(s) dans la case réservée au cadre dirigeant.

Tableau: formes juridiques		Cadre dirigeant - fonction
SA	Régime dual	1) Président du Conseil de direction 2) Pas de Président du Conseil de direction → Président du Conseil de surveillance
	Régime moniste	Président du Conseil d'administration
	Régime à Administrateur unique	L'administrateur
SRL		L'(les)administrateur(s)
Société Coopérative (SC)		1) CEO 2) Pas de CEO → Président du comité de direction 3) Pas de CEO/ Président du comité de direction → Président du Conseil d'administration
Société en nom collectif (SNC)		Gérant / Associé gérant
Société en commandite (Scomm)		Gérant / Associé gérant / Associé commandité
Société européenne (SE), Société coopérative européenne (SCE)		L'administrateur
ASBL, AISBL, <u>Fondation</u> , STAK		Une liste complète des administrateurs (-délégués), des autres représentants statutaires et des autres personnes en charge de la gestion journalière de l'association + <i>une liste complète des fondateurs pour les fondations</i>

Quels documents joindre ?

- Une structure de propriété de la personne morale identifiée (ce document a pour but de donner un aperçu des intérêts des différents "bénéficiaires effectifs" dans l'entité concernée)
- Des pièces justifiant que la liste de(s) bénéficiaire(s) effectif(s) est bien complète (Rapport de la dernière Assemblée Générale, extrait du Registre nominatif des actionnaires (SA, SCA, SCRL, SPRL), une convention d'actionnariat, derniers comptes annuels, ...)
- Une copie recto-verso du document d'identité de chaque personne considérée comme bénéficiaire effectif.
- La preuve de l'enregistrement de vos bénéficiaires effectifs dans le Registre des bénéficiaires effectifs (printscreen, copie de l'enregistrement, etc.)

Le(s)/La soussigné(e)(s) agissant en qualité de représentant(s) de la personne morale confirme(nt) que l'information contenue dans ce document est à leur connaissance correcte et complète, et s'engage(nt) à nous communiquer à Belfius Banque tout changement dans les 30 jours qui suivent ce changement.

Une déclaration incorrecte ou incomplète peut entraîner le refus ou l'arrêt de la relation client, ainsi que la suspension de l'exécution des ordres, conformément à l'article 4.1 du Règlement Général des Opérations de Belfius Banque.

Fait à le

Signature(s) pour le client, conformément aux modalités statutaires ou autres en l'absence de statuts, préalablement définies par ce dernier.

Représentant	Représentant
Nom/prénom	Nom/prénom
.....
Signature	Signature